

**DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE**

**BUREAU E 2**

**Numéro dans les séries spéciales :  
1878 TM**

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° ..... du .....

**PARTICIPATION DES COMPTABLES DU TRESOR  
AUX OPERATIONS DES CHAMBRES DE COMPENSATION**

**MISE EN APPLICATION D'UNE NOUVELLE CONVENTION TYPE  
POUR LES CHAMBRES DE COMPENSATION DE PROVINCE**

**DOCUMENTS A ANNOTER**

Circulaire n° 1.808 du 26 décembre 1956 (B.S.T 112 G).  
Instruction n° 64-107-P du 30 septembre 1964.  
Instruction n° 67-16-P-R 3 du 8 février 1967.  
Instruction n° 67-37-P du 13 avril 1967.  
Instruction n° 69-28-K 1-P-R 3 du 5 mars 1969.

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des Comptables du Trésor participant aux opérations des chambres de compensation de province le modèle d'une nouvelle convention type (annexe I) qui leur sera prochainement soumise par la Banque de France.

Cette convention, élaborée par les services de l'Institut d'émission, en accord avec la profession bancaire, a reçu l'agrément de la Direction.

**DESTINATAIRES POUR APPLICATION**

**DIFFUSION**

**GT**

**31**

**TPG**

**TPC - RF**

**P**

**INSTRUCTION****N° 69-60 - P****du****2 juin 1969.****— 2 —**

Ce document ne comprend que des dispositions d'ordre général concernant notamment le fonctionnement de la chambre de compensation et la nature des valeurs admises.

Les Comptables adhérents à une chambre de compensation auront également à signer un avenant à cette convention (annexes II et III) pour en préciser certaines dispositions particulières.

Parmi ces dispositions, les Comptables devront mentionner qu'ils n'accepteront pas les virements interbancaires destinés à des titulaires de compte sur d'autres places.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique  
et par délégation du Ministre :

*Le Chef de Service,*

**PIERRE LADURÉ.**

## CONVENTION DE COMPENSATION

Les soussignés, tous membres de la Chambre de compensation de.....

et ci-après dénommés « adhérents », ont décidé de s'engager désormais entre eux par les dispositions suivantes, sous réserve des clauses que contiendra l'avenant qu'ils signeront après la présente convention.

### I. — FONCTIONNEMENT DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

1. — Les opérations de compensation donnent lieu à une séance dont les horaires sont indiqués dans un avenant à la présente convention ; les adhérents s'engagent à faire respecter strictement ces horaires par leurs représentants.
2. — Chacun des adhérents à la Chambre de compensation envoie un représentant à la Banque de France.

Les séances sont dirigées par l'accrédité de la Banque de France, vérificateur, qui est chargé de la surveillance générale, ainsi que de l'établissement de la situation récapitulative.

3. — Le représentant de chaque adhérent est porteur de toutes les valeurs émises au bénéfice des autres adhérents ainsi que de celles tirées sur leurs caisses ou dont le paiement est domicilié à leurs guichets.

Ces valeurs, revêtues par le présentateur d'une griffe « compensé » à son nom, sont groupées en autant de liasses qu'il y a de destinataires et de catégories de remises ; chaque liasse doit être accompagnée d'un bordereau.

Les valeurs rejetées, accompagnées d'une fiche indiquant le motif du rejet, sont rendues au présentateur, récapitulées sur un bordereau.

4. — L'ensemble des opérations de compensation, quels que soient l'horaire adopté et la nature des valeurs échangées, donne lieu à un règlement unique constaté par une seule écriture au compte ouvert au nom de chaque adhérent sur les livres de la Banque de France.
- 4 bis. — Dans le cas où la masse des valeurs traitées imposerait la scission en plusieurs parties (cf. horaires fixés dans l'avenant) de la séance de compensation d'une même journée, les opérations de l'ensemble de la journée seront constatées par un seul solde pour chaque adhérent. Des situations provisoires pourront être établies à l'issue des séances partielles.
5. — Il est entendu que les sommes correspondant au montant des valeurs présentées ne deviennent la propriété des bénéficiaires qu'après passation des écritures au journal de la succursale de la Banque de France arrêté en fin de journée et sous réserve des remboursements prévus par la présente convention.
6. — Si, pour un motif quelconque, le compte courant à la Banque de France d'un adhérent débiteur n'avait pas la provision suffisante pour niveler son solde de compensation et si la couverture n'était pas produite le jour même, la com-



compensation préparée pourrait être considérée comme nulle. Les valeurs distribuées seraient alors restituées aux présentateurs et on procéderait à une nouvelle compensation entre les autres

7. — Le solde créditeur en compensation d'un adhérent peut être un des éléments pris en considération par la Banque de France pour inscrire au compte de celui-ci une écriture de débit qui a pour effet de mettre ce compte en dépassement temporaire en cours de journée. Cette opération est indépendante des opérations de compensation.

Les adhérents créditeurs en compensation ne pourront donc en aucun cas invoquer l'existence d'un solde débiteur à leur nom sur les livres de la Banque de France pour refuser l'annulation d'une séance de compensation, rendue nécessaire par l'impossibilité où se trouverait un autre adhérent de régler son solde débiteur en compensation.

## II. — VALEURS ADMISES

### A. — Valeurs admises à règlement immédiat.

8. — Les valeurs suivantes sont présentées et réglées au cours de la même séance :
- chèques ;
  - virements place — mod. 27-4 — sur la Banque de France ;
  - virements interbancaires ;
  - valeurs du Trésor à court terme échues qui sont remises au représentant du Trésor public.

#### 1° CHÈQUES ET VIREMENTS SUR PLACE (MOD. 27-4)

9. — Tout chèque ou virement qui, pour un motif quelconque (défaut de provision, irrégularité de forme) ne pourrait après règlement en compensation être imputé au débit du compte du tireur ou de l'émetteur, sera rejeté et rendu à la séance suivante de la Chambre de compensation à l'adhérent présentateur qui en remboursera le montant.
10. — Les chèques sont présentés par lots de 200 au maximum. Chaque lot est détaillé sur un bordereau comportant un total isolé ; le total de chaque lot est repris sur un bordereau récapitulatif.
- 10 bis. — Les dispositions spéciales ci-après sont appliquées aux chèques les jours demi-chômés :
- il est procédé à la remise des chèques mais leur règlement n'intervient pas le jour même ; il est exceptionnellement différé jusqu'à la prochaine séance ;
  - les chèques présentés un jour demi-chômé et qui sont impayés doivent être rejetés obligatoirement le jour où aurait dû intervenir leur règlement.

#### 2° VIREMENTS INTERBANCAIRES

11. — Les virements interbancaires sur place ou déplacés sont échangés dans les conditions ci-dessous ; ils doivent présenter les caractéristiques conformes à celles définies par le Comité d'études techniques et de normalisation bancaire.

**INSTRUCTION**  
**N° 69-60 P**  
**du**  
**2 juin 1969.**

12. — Chaque virement est revêtu au recto, par l'adhérent, de la griffe « compensé » ou d'une empreinte par perforation comportant le sigle de l'établissement présentateur et la date.
13. — Les virements interbancaires sont présentés par lots de 200 au maximum. Chaque lot est détaillé sur un bordereau comportant un total isolé ; le total de chaque lot est repris sur un bordereau récapitulatif.
14. — Les rejets de virements doivent intervenir *au plus tard* à l'expiration du *délai normal* de courrier nécessaire à leur acheminement jusqu'à l'établissement bénéficiaire et à leur retour sur la place où est installé le banquier donneur d'ordre.
15. — Toutefois, sur les places non sièges d'un Centre de chèques postaux, ces virements ne sont pas présentés en compensation au receveur des P. T. T. qui, pour l'instant, a décidé de ne pas les accepter, étant expressément entendu qu'il se réserve la faculté de les recevoir à toute époque, à condition d'en avertir, au préalable, par simple lettre, les autres adhérents.
16. — Les virements déplacés sont échangés comme les virements sur place ; cependant, certains adhérents dont le nom figure dans l'avenant au présent acte, ont décidé de ne pas accepter que leur soient remis en compensation des virements interbancaires destinés à des titulaires de compte sur d'autres places. Ne sont donc présentés à ces adhérents que les virements sur place établis au profit de leurs propres titulaires de compte.

### 3° VALEURS DU TRÉSOR A COURT TERME

17. — Tous les adhérents s'engagent à rembourser au représentant du Trésor public, sur simple demande de sa part, le montant des valeurs du Trésor à court terme rejetées par lui ou des redressements consécutifs à leur reconnaissance détaillée.

### B. — Valeurs donnant lieu à des remises anticipées.

18. — Les valeurs suivantes ne peuvent être réglées qu'après remise préalable en communication :
  - effets domiciliés ;
  - avis de prélèvement ;
  - factures et bordereaux de factures.

#### 1° EFFETS DOMICILIÉS

19. — Les effets à échéance déterminée sont remis en communication la veille de l'échéance. Les effets aux échéances importantes peuvent être présentés en communication les jours précédents dans les limites fixées par l'avenant à la présente convention. Les effets qui seraient présentés le jour de leur échéance ou postérieurement seront traités comme des effets à vue.
20. — Les effets à échéance déterminée sont réglés ou, le cas échéant, rejetés en compensation le jour de l'échéance et les effets à vue à la séance suivant celle de leur présentation.
21. — Les adhérents conviennent en outre qu'ils accepteront de rembourser, à la séance tenue le premier jour ouvrable qui suivra celui du règlement, les effets — à échéance ou à vue — dont le montant n'aurait pu être appliqué au débit



des comptes des tirés ; toutefois, ils accepteront encore de rembourser le deuxième jour ouvrable suivant le règlement, les effets à l'échéance des 5, 10, 15, 20 et dernier jour du mois lorsque cette échéance coïncidera avec un jour demi-chômé.

## **2° AVIS DE PRÉLÈVEMENT**

22. — Au cours de chaque séance, il peut être procédé à la présentation et au règlement des avis de prélèvement dont les conditions d'émission et les caractéristiques doivent être conformes à celles qui sont définies par la profession bancaire (lettre de l'Association professionnelle des banques du 30 octobre 1967) ou qui le seront ultérieurement.

Le représentant des P. T. T. qui ne participe pas à l'échange des avis de prélèvement peut, à toute époque, revenir sur sa décision après en avoir averti, par lettre, tous les adhérents.

23. — Les avis de prélèvement sont présentés, réglés ou rejetés dans les mêmes conditions que les effets de commerce venant à échéance à la date de prélèvement figurant sur les avis, ou, si aucune date n'est portée sur ces mêmes documents, dans les mêmes conditions que les effets à vue.

## **3° FACTURES OU BORDEREAUX DE FACTURES PROTESTABLES**

24. — Prévus par l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967, ces mandats sont présentés et réglés dans les mêmes conditions que les effets à échéance déterminée.

Le représentant des P. T. T. qui ne participe pas à l'échange des factures ou bordereaux de factures protestables peut, à toute époque, revenir sur sa décision après en avoir averti, par lettre, tous les adhérents.

## **III. — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT LES OPÉRATIONS TRAITEES AVEC LES CENTRES DE CHEQUES POSTAUX ET LES BUREAUX DE POSTE**

25. — Sur les places siège d'un Centre de chèques postaux, les représentants de cet organisme effectuent les mêmes opérations que les autres adhérents mais ne participent pas à l'échange des avis de prélèvement et des mandats prévus par l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967 (cf. art. 22 et 24).

26. — Sur les autres places, le Receveur des P. T. T. agit au nom et pour le compte des Chefs de Centres de chèques postaux ; il remet les valeurs qui lui sont adressées pour encaissement par les Chefs de Centres de chèques postaux ; par contre, les autres adhérents ne peuvent, en aucun cas, lui présenter en compensation les titres ou valeurs dont le montant serait à inscrire au débit ou au crédit de comptes courants postaux.

Sur ces places, le Receveur peut également présenter en compensation les titres ou valeurs payables aux guichets des adhérents de la Chambre de compensation et dont l'Administration des P. T. T. assure le recouvrement en exécution du service des « valeurs à recouvrer » régi par la loi du 28 janvier 1953.

**IV.**

27. — Les adhérents signeront un avenant à la présente convention (1) pour en préciser les modalités d'application, la compléter et prendre toutes dispositions qui leur paraîtront nécessaires. Le cas échéant, les règles fixées par cet avenant prévaudront sur celles de la présente convention.
28. — Les dispositions de la présente convention entreront en vigueur le ..... et, pour autant que l'avenant n'y dérogera pas, régiront, à partir de cette date, toutes les opérations de la Chambre de compensation, y compris celles engagées précédemment et qui n'auraient pas encore été dénouées.
29. — La présente convention se substitue à toute convention ou avenant antérieur ; les dispositions de ces précédents textes qui ne se trouveraient pas reproduites ci-dessus cesseront d'être applicables à cette date.

Fait en ..... originaux, à .....

1° Pour ....., le ..... Signature :  
(2) (Nom de l'adhérent.) (Date.)

2° Pour ....., le ..... Signature :

3° Pour ....., le ..... Signature :

4° Pour ....., le ..... Signature :

5° Pour ....., le ..... Signature :

6° Pour ....., le ..... Signature :

(1) L'avenant doit figurer sur une feuille séparée.

(2) Les adhérents sont désignés, selon le cas, par leur fonction (Trésorier-Payeur général, Receveur des P. T. T., etc.) ou par le nom de l'établissement qu'ils représentent (B. N. P., Crédit lyonnais, Société générale, etc.) et non pas par leur nom personnel.

**INSTRUCTION**  
**N° 69-60 P**  
**du**  
**2 juin 1969.**

7° Pour ....., le ..... Signature :

8° Pour ....., le ..... Signature :

9° Pour ....., le ..... Signature :

10° Pour ....., le ..... Signature :

11° Pour ....., le ..... Signature :

12° Pour ....., le ..... Signature :

---



**AVENANT A LA CONVENTION DE COMPENSATION DE .....**

**(Comptoirs installés sur une place siège d'un Centre de chèques postaux.)**

A la suite de la convention intervenue entre eux et devant entrer en vigueur le ..... les adhérents soussignés de la Chambre de compensation de ..... ont arrêté entre eux les dispositions suivantes qui les engagent même si elles dérogent à certaines clauses de cette convention.

1° *Horaires* (application des articles 1<sup>er</sup>, 4, 4 bis, 9 et 21 de la convention).

a) *Les jours ouvrables pleins.*

La séance de compensation est scindée en deux parties :

- à ..... h a lieu une séance de remise et de rejet de toutes les valeurs admises en compensation ;
- à ..... h a lieu une séance de rejet réservée :
  - chaque jour aux chèques ;
  - les jours d'échéances importantes aux chèques et aux effets de commerce.

b) *Les jours demi-chômés.*

Se tient une seule séance à ..... h.

2° *Virements interbancaires* (application de l'article 16 de la convention).

Les adhérents suivants ont décidé de ne pas accepter que leur soient remis en compensation des virements interbancaires destinés à des titulaires de comptes sur d'autres places :

- Banque de France ;
- ..... ;
- ..... ;

3° *Effets domiciliés* (application de l'article 19 de la convention).

Les effets aux échéances importantes pourront être remis en communication aux domiciliataires dès le ..... (1) jour ouvrable précédant l'échéance.

4° ..... (indiquer les autres dispositions particulières à votre place).

5° .....

(1) En principe, le deuxième ou le troisième jour ouvrable à moins que le comptoir n'ait été autorisé par le Secrétariat général à prévoir un délai plus long.

**INSTRUCTION**  
**N° 69-60 - P**  
**du**  
**2 juin 1969.**

— 10 —

Le présent avenant entrera en vigueur le .....

Fait en ..... originaux, à .....

1° Pour ....., le ..... Signature :  
(1) (Nom de l'adhérent.) (Date.)

2° Pour ....., le ..... Signature :

3° Pour ....., le ..... Signature :

4° Pour ....., le ..... Signature :

5° Pour ....., le ..... Signature :

---

(1) Les adhérents sont désignés, selon le cas, par leur fonction (Trésorier-Payeur Général, Chef de centre des chèques postaux, etc.) ou par le nom de l'établissement qu'ils représentent (B. N. P., Crédit lyonnais, etc.) et non pas par leur nom personnel.

---

**AVENANT A LA CONVENTION DE COMPENSATION DE .....**

**(Comptoirs installés sur des places où il n'y a pas de Centre de chèques postaux.)**

A la suite de la convention intervenue entre eux et devant entrer en vigueur le ....., les adhérents soussignés à la Chambre de compensation de ..... ont arrêté entre eux les dispositions suivantes qui les engagent, même si elles dérogent à certaines clauses de cette convention.

**1° Horaires (application des articles 1<sup>er</sup>, 4 et 4 bis de la convention).**

La séance de compensation se tient :

— chaque jour ouvrable, à ..... h ;

— les jours demi-chômés, à ..... h,

sauf ..... (indiquer ici les horaires particuliers autorisés par le Secrétariat général pour faciliter le règlement des échéances importantes).

**2° Virements interbancaires (application de l'article 16 de la convention).**

Les adhérents suivants ont décidé de ne pas accepter que leur soient remis en compensation des virements interbancaires destinés à des titulaires de comptes sur d'autres places :

— BANQUE DE FRANCE ;

— ..... ;

— .....

**3° Effets domiciliés (application de l'article 19 de la convention).**

Les effets aux échéances importantes pourront être remis en communication aux domiciliataires dès le ..... (1) jour ouvrable précédant l'échéance.

4° ..... (indiquer les autres dispositions particulières à votre place).

5° .....

---

(1) En principe, le deuxième ou le troisième jour ouvrable, à moins que le comptoir n'ait été autorisé par le Secrétariat général à prévoir un délai plus long.



**INSTRUCTION**  
**N° 69-60 - P**  
**du**  
**2 juin 1969.**

— 12 —

Le présent avenant entrera en vigueur le .....

Fait en ..... originaux, à .....

1° Pour ....., le ..... Signature :

(1) (Nom de l'adhérent.) (Date.)

2° Pour ....., le ..... Signature :

3° Pour ....., le ..... Signature :

4° Pour ....., le ..... Signature :

5° Pour ....., le ..... Signature :

---

(1) Les adhérents sont désignés, selon le cas, par leur fonction (Trésorier-Payeur Général, Receveur des P. T. T., etc.) ou par le nom de l'établissement qu'ils représentent (B. N. P., Crédit lyonnais, etc.) et non pas par leur nom personnel.